



Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Accord-cadre relatif aux campagnes de relance touristique en Nouvelle-Aquitaine 2022 – 2023

Actions de communication destinées à développer la visibilité de la région sur les marchés européens

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 : PRESENTATION DU COMITE REGIONAL DU TOURISME NOUVELLE AQUITAINE (CRTNA).....	3
ARTICLE 3 : CONTEXTE ET PRESENTATION DES CAMPAGNES	4
ARTICLE 4 : OBJET DU PRESENT MARCHE PUBLIC	4
4.1 Objet du marché	4
4.2 Pièces contractuelles du marché.....	5
4.3 Lieu principal d'exécution des prestations.....	5
4.4 Durée du marché	5
4.5 Prix global du marché	5
4.7 Modifications du marché en cours d'exécution.....	5
4.8 Traitement des données à caractère personnel	5
4.9 Sous-traitance	6
ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	9
5.1 Obligation de l'Attributaire	9
5.2 Les délais d'exécution des prestations	9
5.2.1 Commencement d'exécution des prestations.....	9
5.2.2 Expiration du délai d'exécution	10
5.2.3 Prolongation du délai d'exécution.....	10
5.3 Les modalités et délais de paiement	11
ARTICLE 6 : LES PENALITES	12
ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHE	13
ARTICLE 8 : ASSURANCES	13
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE.....	13
ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET REGIME DES RESULTATS	13
10.1 Confidentialité	13
10.2 Régime des résultats	14
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	14

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent marché est passée par le Comité Régional du Tourisme Nouvelle-Aquitaine (CRTNA), association agissant en qualité de pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique, dont les locaux du siège social se situent 4 Place Jean Jaurès CS 31759 33074 BORDEAUX CEDEX.

La personne responsable du présent marché est Madame Christelle CHASSAGNE, présidente du CRTNA.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DU COMITE REGIONAL DU TOURISME NOUVELLE AQUITAINE (CRTNA)

Le CRT Nouvelle-Aquitaine est une association au service de la promotion et du développement touristique régional dont le siège social est situé à Bordeaux, est déployé sur trois sites : Bordeaux, Limoges et Poitiers. Le CRT Nouvelle-Aquitaine est composé de 3 instances qui sont :

- L'Assemblée Générale composée de 313 membres répartis en 5 collèges a pour mission, de statuer sur toutes les questions relatives au fonctionnement du CRT Nouvelle-Aquitaine, dont notamment l'approbation des comptes, le résultat, l'approbation des orientations générales et du budget prévisionnel ;
- Le Conseil d'administration composé de 56 membres, répartis en 5 collèges ayant notamment pour mission la détermination et le suivi des orientations stratégiques, veiller à la bonne exécution du programme d'actions et de ses modalités de financement, voter le budget soumis à l'AG, arrêter les comptes ;
- Le Bureau composé de 10 membres a pour mission d'assurer la préparation et la mise en oeuvre des décisions prises par le CA ;

Les missions du CRT Nouvelle-Aquitaine se décomposent en 3 grandes thématiques à savoir :

- La promotion afin de conquérir les marchés internationaux et le marché français, de générer des flux entre destinations et séduire les Néo-Aquitains, renforcer les arrivées des touristes internationaux en fidélisant des marchés matures et en prospectant des marchés ayant un potentiel de développement ;
- L'observation et l'ingénierie en vue de la production d'études quantitatives et qualitatives pour les partenaires, de la publication de données conjoncturelles ainsi que l'élaboration de l'ingénierie et l'accompagnement de projets ;
- La structuration et le développement de l'offre en développant des groupes de travail par filière, le label Villes et villages fleuris, la coordination des Systèmes d'informations touristiques (LEI SirtAqui et Apidae) ainsi que Terra Aventura.

Ces 3 grandes thématiques sont mises en œuvre à travers différentes missions qui sont :

- La réalisation des actions de promotion touristique de la région en France et à l'étranger ;
- La coordination, en collaboration avec les acteurs institutionnels du territoire, des actions de promotion sur les marchés étrangers ;
- La participation, à la demande de la Région, à l'élaboration du schéma régional de développement touristique et des loisirs ;
- Le développement d'expertises et de prestations de conseil sur les filières et destinations ;
- L'observation économique du tourisme régional.

Pour se faire le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose de plusieurs outils à savoir :

- Un site média grand public ;
- Un site web dédié aux professionnels ;
- Les réseaux sociaux ;
- La photothèque ;
- Les dossiers de presse et revues de presse ;
- Des études.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose également de :

- D'une équipe de 45 salariés, dont des experts filières, marchés, contenus, communication et digital.
- De ressources financières comprenant une subvention de la part du Conseil Régional, des recettes partenariales sur les actions réalisées ainsi que les cotisations versées par les membres.

ARTICLE 3 : CONTEXTE ET PRESENTATION DES CAMPAGNES

Depuis deux ans, les mesures déployées pour enrayer l'épidémie de COVID-19 ont porté un coup d'arrêt brutal à la circulation des voyageurs du monde entier, avec des conséquences lourdes pour le secteur du tourisme. En Nouvelle-Aquitaine, depuis 2020, avec la crise sanitaire, une baisse de 26% de la fréquentation a été constatée sur l'ensemble de la région, avec la chute significative des clientèles étrangères (- 50%). La baisse des recettes touristiques pour la seule région Nouvelle-Aquitaine est estimée à 5,1 milliards d'euros (sources : Atout France et CRT NA).

Pour répondre à cette crise, différentes actions de promotion, indépendantes du plan d'action habituel du CRT et visant une relance durable de l'économie touristique sont prévues. Ces actions devront être innovantes et faire preuve d'une grande pertinence, développer la visibilité de l'ensemble de la région sur les marchés nationaux et européens. Ces actions devront s'appuyer sur les nouvelles tendances de consommation des clientèles (notamment celles "post Covid" de recherche de sens, d'espace, de valeurs) et sur la volonté régionale de s'afficher comme une destination durable par excellence. La réussite de ces actions repose sur la capacité à être au bénéfice de l'ensemble du territoire et de ses acteurs.

ARTICLE 4 : OBJET DU PRESENT MARCHÉ PUBLIC

4.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de :

- Proposer et mettre en place des campagnes de communication TV et digitales pour toucher les marchés nord européens (par ordre d'importance, Allemagne, Pays-Bas, Belgique flamande), en valorisant le tourisme durable en Nouvelle-Aquitaine, au travers de contenus vidéos fournis par le CRT.

L'exécution et la coordination des prestations de service confiées devront se faire dans le périmètre prévu par le CRT Nouvelle-Aquitaine dans le respect des délais, des prix en vertu du bordereau de prix unitaires (BPU) par lot porté dans l'acte d'engagement (AE), depuis la conception pour la parfaite réalisation des prestations.

Le présent accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert dont les conditions sont mentionnées aux articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1°, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1, R.2162-2 al 2, R.2162-4 1°, R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

4.2 Pièces contractuelles du marché

Conformément à l'article 4.1 du CCAG -PI, l'ordre de priorité des pièces contractuelles du marché est le suivant :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau de prix et toutes autres annexes de l'AE;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'attestation de conformité RGPD ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A publié au JORF n°78 le 1^{er} avril 2021) ;
- L'offre technique du titulaire.

4.3 Lieu principal d'exécution des prestations

Le titulaire exécute les prestations principalement dans ses locaux. Il fait connaître au CRT Nouvelle-Aquitaine les locaux d'exécutions des prestations. Les réunions avec le CRT Nouvelle-Aquitaine pourront se dérouler dans les locaux de l'un des 3 sites du CRTNA : 4 Place Jean Jaurès à BORDEAUX ou 30 cours Gay Lussac à LIMOGES ou 8 rue Riffault à POITIERS ou en visioconférence le cas échéant (pour des raisons sanitaires notamment).

4.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 9 mois à compter de la notification. Aucun bon de commande ne pourra être émis postérieurement au 30/04/2023.

4.5 Prix global du marché

- Actions de communication destinées à développer la visibilité de la région sur les marchés européens : **Pas de minimum et montant maximum de 600 000 €HT.**

4.7 Modifications du marché en cours d'exécution

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

4.8 Traitement des données à caractère personnel

Les termes « donnée à caractère personnel » et « traitement » doivent être entendus au sens du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le Règlement européen sur la protection des données »).

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel en particulier la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le Règlement européen sur la protection des données ainsi que toute évolution législative ou réglementaire qui pourrait survenir pendant toute la durée du présent marché

et qui serait applicable aux données à caractère personnel. Les parties s'engagent également à effectuer toutes les formalités qui apparaîtraient nécessaires auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi qu'à se conformer à toutes ses recommandations et à celles de l'Agence Nationale pour la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

Le titulaire du présent marché s'oblige à mettre en place toutes les mesures adéquates pour préserver la sécurité des données personnelles et pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, perdues, altérées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le titulaire du présent marché s'engage également à respecter les obligations légales qui lui incombent au titre de la législation française, communautaire et/ou au titre de toute convention internationale relative à la protection des données personnelles.

Le titulaire du présent marché garantit au CRT Nouvelle-Aquitaine qu'aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Union européenne n'interviendra.

4.9 Sous-traitance

Comme en dispose l'article L2193-2 du code de la commande publique « *la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur. Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.* »

1. Cas où la sous-traitance est présentée par le candidat après la notification du présent marché public :

Outre les sous-traitants qui auront été présentés et agréés lors de la remise de l'offre, conformément aux dispositions de l'article R2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché remet au CRT Nouvelle-Aquitaine contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant obligatoirement les renseignements mentionnés ci-dessous :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration sur l'honneur du sous-traitant attestant que le candidat n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives de la section 1 (exclusion de plein droit) du chapitre Ier du titre IV aux articles L2141-1 à 5 du code de la commande publique ;
- Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration sur l'honneur du sous-traitant attestant que le candidat n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives de la section 2 (exclusion à l'appréciation de l'acheteur) du chapitre Ier du titre IV aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique qui sont au nombre de quatre à savoir :
 - 1^{er} : « *au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.* » (Voir en ce sens l'article L2141-7 du code de la commande publique) ;

- 2^{ème} : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes qui :
 - 1° Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
 - 2° Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ». (Voir en ce sens l'article L2141-8 du code de la commande publique) ;
- 3^{ème} : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence. ». (Voir en ce sens l'article L2141-9 du code de la commande publique) ;
- 4^{ème} : « L'acheteur peut exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché. » (Voir en ce sens l'article L2141-10 du code de la commande publique) ;

Si le CRT Nouvelle-Aquitaine émet un doute sur les renseignements fournis dans l'attestation sur l'honneur relative aux exclusions prévues aux articles L2141-7 à 11 du code de la commande publique dans ce cas, le CRT Nouvelle-Aquitaine mettra à disposition du titulaire et du sous-traitant proposé le soin de présenter leurs observations dans un délai maximal de 2 jours à compter de la réception du courrier du CRT par accusé de réception. Leurs observations devront être apportées et par tout moyen afin de démontrer qu'ils ont pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés.

A défaut de réponse de leur part dans les délais impartis, le CRT Nouvelle-Aquitaine refusera automatiquement la candidature du dit sous-traitant.

Toutefois, conformément à l'article R2193-4 du code de la commande publique si le CRT Nouvelle-Aquitaine garde le silence pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents mentionnés ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Par ailleurs, et conformément à l'article R2193-3 du code de la commande publique « *Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances* »

2. Modalités de paiement de la sous-traitance après acceptation par le CRT Nouvelle-Aquitaine:

Si la nature des prestations sous-traitées correspondent à un montant de 600 euros toutes taxes comprises le sous-traitant pourra être payé directement par le CRT Nouvelle-Aquitaine ; (Voir en ce sens les articles L2193-10-1° et R2193-10 du code de la commande publique).

Si les conditions relatives au montant sont remplies, le paiement direct par le CRT Nouvelle- Aquitaine est obligatoire même si le titulaire du marché est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde (Voir en ce sens l'article L2193-12 du code de la commande publique).

Les modalités de mise en œuvre du paiement direct sous définies aux articles R2193-11 à 16 du code de la commande publique.

Si un exemplaire unique et un certificat de cessibilité ont été prévus il convient de s'en rapporter aux dispositions des articles R2193-5 à 8 du code de la commande publique.

3. Cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas :

Comme en dispose l'article L2193-8 du code de la commande publique si le montant de la sous-traitance proposée par le sous-traitant apparaît anormalement bas, le CRT exigera au soumissionnaire ou au titulaire du marché de lui fournir des précisions et justifications sur le montant des prestations proposés.

Ces demandes de précisions et justifications exigeront que « le soumissionnaire justifie le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse eu égard aux travaux, fournitures ou services, y compris pour la part du marché qu'il envisage de sous-traiter. Peuvent être prises en considération des justifications tenant notamment aux aspects suivants :

- 1° Le mode de fabrication des produits, les modalités de la prestation des services, le procédé de construction ;
- 2° Les solutions techniques adoptées ou les conditions exceptionnellement favorables dont dispose le soumissionnaire pour fournir les produits ou les services ou pour exécuter les travaux;
- 3° L'originalité de l'offre ;
- 4° La réglementation applicable en matière environnementale, sociale et du travail en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations ;
- 5° L'obtention éventuelle d'une aide d'Etat par le soumissionnaire (Voir en ce sens l'article R2152-3 du code de la commande publique)

Ces demandes de précisions et justifications seront envoyées par voie électronique sur la plateforme : <https://demat-ampa.fr> dans un délai de 2 jours. En l'absence de réponse par le soumissionnaire ou le titulaire du présent marché, le CRT Nouvelle-Aquitaine :

- Rejettera l'offre lorsque la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ;
- Refusera le sous-traitant proposé lorsque la déclaration de sous-traitance est présentée après la notification du marché.

Par ailleurs, comme en dispose l'article L2193-9 du code de la commande publique si une réponse est apportée par le soumissionnaire ou le titulaire du présent marché dans le délai requis mais que les précisions et justifications confirment que le montant des prestations sous-traitées est anormalement bas le CRT Nouvelle-Aquitaine :

- Rejettera l'offre lorsque la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre lorsque :
 - 1° Lorsque les éléments fournis par le soumissionnaire ne justifient pas de manière satisfaisante le bas niveau du prix ou des coûts proposés ;
 - 2° Lorsqu'il établit que celle-ci est anormalement basse parce qu'elle contrevient en matière de droit de l'environnement, de droit social et de droit du travail aux obligations imposées par le droit français, y compris la ou les conventions collectives applicables, par le droit de l'Union européenne

ou par les stipulations des accords ou traités internationaux mentionnées dans un avis qui figure en annexe du présent code. » (Voir en ce sens l'article R2152-4 du code de la commande publique).

- Refusera le sous-traitant proposé lorsque la déclaration de sous-traitance est présentée après la notification du marché.

4. Communication de renseignements inexacts ou sous-traitance occulte

Le candidat qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance encoure la résiliation du marché à ses frais et risques.

De même, toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'attributaire du marché.

5. Cas où le sous-traitant confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché

Dans un tel cas, et conformément à l'article L 2193-14 du code de la commande publique
« *Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'[article 14 de la loi n° 75-1334](#) du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.* »

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1 Obligation de l'Attributaire

L'attributaire apportera tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution du service faisant l'objet du marché, et se conformera aux règles et usages de la profession.

L'attributaire signalera au CRT Nouvelle-Aquitaine tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

En application des dispositions renforçant la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire s'engage à ce que les prestations commandées soient réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail, qui seront affiliés aux régimes de couvertures sociales légalement obligatoires dans son secteur d'activité et déclare s'être acquitté de ses obligations sociales et fiscales correspondantes et qu'il en sera de même pendant toute l'exécution du présent contrat.

5.2 Les délais d'exécution des prestations

Les dispositions de l'article 13 du CCAG-PI sont ici applicables.

5.2.1 Commencement d'exécution des prestations

Les présentes prestations commenceront à être exécutées à compter de la notification du présent marché.

Chaque prestation ou mission fera l'objet, au préalable, de l'établissement d'un devis par le titulaire sur la base du bordereau de prix propre à chaque lot. Le devis sera signé par le CRT Nouvelle-Aquitaine puis transmis à l'attributaire pour exécution de la mission ou de la prestation. Sans devis signé, l'exécution de la mission ne pourra se faire. Le devis signé vaudra bons de commande.

5.2.2 Expiration du délai d'exécution

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

5.2.3 Prolongation du délai d'exécution

- **1^{er} cas** : Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du CRT Nouvelle-Aquitaine.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine prolonge le délai d'exécution. Ce délai de prolongation est défini en fonction des circonstances rencontrées.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au CRT Nouvelle-Aquitaine les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au CRT Nouvelle-Aquitaine la durée de la prolongation demandée.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

- **2^{ème} cas** : Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'un événement constitutif d'un cas de force majeure

Le CRT Nouvelle-Aquitaine prolonge le délai d'exécution. Ce délai de prolongation est défini en fonction des circonstances rencontrées.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au CRT Nouvelle-Aquitaine les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au CRT Nouvelle-Aquitaine la durée de la prolongation demandée.

Le CRT Nouvelle-Aquitaine dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des

prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Enfin, le CRT Nouvelle-Aquitaine met en garde le titulaire du présent marché sur le fait qu'aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

5.3 Les modalités et délais de paiement

Les dispositions de l'article 11 du CCAG-PI sont ici applicables.

Il en revient au titulaire du présent marché de remettre au CRT Nouvelle-Aquitaine la demande de paiement comportant :

- Les pièces nécessaires à la justification du paiement ;
 - La facture devant correspondre au devis émis par le prestataire préalablement à la mission puis signé par le CRT NA. La facture devra mentionner les références du devis validé ;
 - Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 29.3 du CCAG-PI ;
 - La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par le RC ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
 - Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
 - En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
 - En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
 - Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
 - En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.
 - La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.
 - Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.
 - Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait application, si le pouvoir adjudicateur le demande, de la décomposition des prix mentionnée à l'article 11.4.1.
 - Le titulaire établit sa demande de paiement suivant le modèle ou selon les modalités fixées par les documents particuliers du marché.
- **Le calcul du montant dû par le pouvoir adjudicateur au titre des prestations fournies :**
- Le montant des sommes dues peut être établi sur la base de constats contradictoires, lorsque le CCAP le prévoit
 - Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- Pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;
 - Pour chaque partie du marché entreprise, après accord du pouvoir adjudicateur, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie encausée.
- La remise de la demande de paiement intervient :
- Soit aux dates prévues par le marché ;
 - Soit après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché ;
 - Soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ;
 - Soit aux dates prévues pour le versement d'acomptes.
- L'acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :
- Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.
- Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.
- Le paiement pour solde et règlements partiels définitifs :
- La demande de paiement est adressée au pouvoir adjudicateur après la décision d'admission.
- La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.
- Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.
- En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

ARTICLE 6 : LES PENALITES

Le CRT-NA appliquera des pénalités dans les cas et les modalités suivants :

- **Pénalités de retard dans l'exécution et la remise des prestations** : il sera fait application des dispositions de l'article 14.1.1 « Pénalités » du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A publié au JORF n°78 le 1^{er} avril 2021) à l'exception, et par dérogation, du délai de réponse, faisant suite à une invitation à présenter des observations, fixé à sept (7) jours calendaires.
- **Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité** : il sera fait pleinement application de l'article 14.2 du CCAG-PI.
- **Pénalités pour non-respect du droit à l'image des tiers** : Une pénalité de 1000 € sera appliquée pour tout signalement de tiers dont le préjudice serait avéré. L'application de la pénalité ne fait pas obstacle à toute condamnation judiciaire résultant d'une plainte dudit tiers et dont le préjudice aurait été retenu.
- **Pénalités pour défaut de déclaration réglementaire nationale et/ou européenne auprès des autorités audiovisuelles** : Une pénalité sera appliquée de 500€ par signalement réellement fautif desdites autorités

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités ne seront pas plafonnées et une exonération des pénalités totales par lot sera accordée si le montant total des pénalités par lot n'excède pas 300 €.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHÉ

Comme en disposent les articles R2112-6 et R2112-9 du code de la commande publique, les prix appliqués du présent marché et constitutif du BPU annexé à l'acte d'engagement sont des prix unitaires fermes appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de CRT Nouvelle-Aquitaine et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, au moment de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié dans les conditions et les modalités prévues au CCAG-PI et au code de la commande publique.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET REGIME DES RESULTATS

10.1 Confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer des informations portés à sa connaissance par le CRT-NA par quelque moyen que ce soit, ni à en tirer profit.

De ce fait, le titulaire s'oblige, en ce qui concerne toutes les informations communiquées par le CRT Nouvelle-Aquitaine :

- à ne pas communiquer, divulguer ou révéler à des tiers, les informations communiquées par le CRT Nouvelle-Aquitaine ;
- quel que soit le contenu des informations,
 - à ne pas utiliser, directement ou indirectement, les informations communiquées par le CRT Nouvelle-Aquitaine, quel que soit le contenu des informations,
 - à ne pas communiquer, divulguer, révéler, utiliser, exploiter et commercialiser, directement ou indirectement les documents, les méthodes, les outils, le savoir-faire, les secrets de fabrique et les procédés communiqués par le CRT Nouvelle-Aquitaine,
 - à retourner tous les documents qui lui auront été communiqués par le CRT Nouvelle-

Aquitaine à l'issue de la présente consultation,

- à faire respecter cette clause de confidentialité par son personnel,
- à faire respecter cette clause de confidentialité par ses conseils si ceux-ci ont accès aux informations et/ou documents communiqués.

10.2 Régime des résultats

Les dispositions de l'article 35 du CCAP-PI s'appliquent sans préjudice d'une durée limitée de cessions des droits à dix (10) ans.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions de l'article 43 du CCAP PI s'appliquent.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable leurs différends.

A défaut, le tribunal compétent sera saisi à la demande de la partie la plus diligente.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Bordeaux,

9 Rue Tastet - CS 21490

33063 BORDEAUX

Tél : +33 556993800

Télécopie : +33 556243903

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>